

<https://journal.alternatives.ca/?Elliott-Abrams-Un-spectacle-d-horreur-sur-les-droits-humains-en-trois-actes>



Elliott Abrams : Un spectacle d'horreur sur les droits humains en trois actes

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2019 - Journal des Alternatives. Vol.10 - No.02, février 2019 -



Date de mise en ligne : jeudi 7 février 2019

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Article d'abord paru sur le site de [Counterpunch](#). Traduit par le Journal des Alternatives.

Vendredi dernier [N.D.L.R. le 25 janvier 2019], le secrétaire d'État Mike Pompeo a [annoncé](#) qu'Elliott Abrams reviendrait dans les rangs du gouvernement, cette fois-ci à titre d'envoyé spécial du président Donald Trump pour aider à « rétablir pleinement la démocratie et la prospérité », au Venezuela. Abrams, 71 ans, est surtout connu pour sa complicité avec les dictateurs et les génocides en Amérique latine et pour son rôle dans le scandale Iran-Contra sous l'administration de Ronald Reagan, ainsi que pour son soutien ardent à l'invasion de l'Irak en 2003, de même que pour avoir donné le feu vert à un coup d'État manqué au Venezuela alors qu'il était sous l'administration de George W. Bush. Il est pourfendu par d'innombrables Latino-Américains, mais également célébré par les néoconservateurs qui réclament un rôle plus musclé des États-Unis dans l'hémisphère et au-delà. Ce qui suit est un aperçu du spectacle d'horreur sur les droits humains qu'a représenté la carrière gouvernementale d'Abrams, qui s'étend maintenant sur trois administrations présidentielles en quatre décennies.

Acte I : Dictateurs, escadrons de la mort et trafiquants de drogue

Durant la dernière décennie de la guerre froide, l'administration Reagan a fermement soutenu les dictatures militaires de droite dans toute l'Amérique latine. Les États-Unis ont également joué un rôle déterminant dans la création et la [formation](#) des officiers militaires, des troupes et des forces de sécurité de ces régimes, dont certains ont commis des assassinats, des massacres et même des [violences génocidaires](#) avec le soutien tacite, et parfois ouvert, des Américains. L'administration Reagan a également secrètement - et illégalement - soutenu les rebelles Contras dans leur guerre brutale et terroriste contre le gouvernement démocratiquement élu du Nicaragua. C'était la situation au département d'État lorsqu'Abrams a été engagé en 1981, d'abord comme secrétaire d'État adjoint aux affaires des organisations internationales, puis comme secrétaire d'État adjoint aux droits humains et aux affaires humanitaires.

Aucun autre fonctionnaire de l'administration Reagan ne peut rivaliser avec Elliott Abrams en ce qui a trait au sombre bilan d'atteinte aux droits humains dans les Amériques. Après que le [bataillon Atlacatl](#), une unité d'élite de l'armée salvadorienne créée à l'École des Amériques (de l'armée américaine), eut perpétré une série d'horribles massacres, dont celui de plus de 900 villageois à [El Mozote](#) en décembre 1981, Abrams loua le « professionnalisme » du bataillon meurtrier. Il a aussi [attaqué les rapports](#) des victimes et des journalistes qui avaient dénoncé ces attaques. Il a également blanchi les [atrocités de Contras](#) ainsi que celles du régime génocidaire du général [Efrán Ríos Montt](#) au Guatemala, de la junte militaire argentine - qui [volait et vendait les bébés de ses victimes](#) à l'époque - et d'autres régimes anticommunistes proaméricains.

Abrams était [l'homme à l'avant-plan](#) dans l'entreprise panaméenne de Reagan, où le général Manuel Noriega, dictateur et trafiquant de drogue, a fait une [rapide mutation](#) d'ami en ennemi. Lorsqu'on lui a demandé en octobre 1987 si les États-Unis essayaient de déstabiliser le régime de Noriega, Abrams a répondu sans détour que « le Panama ne devrait pas être dirigé par un général ; il devrait être dirigé par un gouvernement civil élu ». Pendant ce temps, les États-Unis ont soutenu des dictatures militaires dans toute la région et dans le monde entier tout en s'efforçant de détruire le gouvernement civil élu du Nicaragua voisin, et ce, en dehors de tout fondement juridique.

Fin 1986, le monde a appris l'existence d'un [accord secret d'échange d'armes contre des otages](#) entre l'administration Reagan et l'ennemi juré des États-Unis : l'Iran. Les États-Unis ont également utilisé le profit de la vente d'armes pour financer les Contras, qui ont également fait du [trafic de drogues](#) pour financer leur insurrection. L'accord avec l'Iran et le soutien aux terroristes Contras étaient tous deux illégaux. Or [il s'est avéré](#) qu'Abrams, qui a travaillé en étroite collaboration avec le colonel Oliver North, un criminel de l'affaire Iran-Contra, était au courant des efforts déployés par North pour aider illégalement les Contras et était « directement impliqué dans la [recherche secrète](#) de contributions de pays tiers » pour les rebelles. Reagan était furieux de voir la presse fouiner dans ce sale scandale des Contras. Une fois de plus, le président a fait appel à son « chien d'attaque » Abrams, qui a lancé une

campagne de diffamation contre Robert Parry et Brian Barger de l'*Associated Press*, deux des premiers journalistes qui ont fait un reportage sur le trafic de drogue des Contras. Ces derniers ont même été [faussement accusés](#) d'avoir empoisonné mortellement le chien d'Oliver North.

Les procureurs fédéraux ont préparé de multiples chefs d'accusation contre Abrams en lien avec son rôle dans l'affaire Iran-Contra, mais il n'a jamais été inculqué ; de surcroît, il a coopéré avec le gouvernement et a conclu un accord dans lequel il a plaidé coupable à deux chefs l'accusant de délit de rétention d'informations nécessaires au Congrès. Ni Abrams ni aucun des cinq autres fonctionnaires de Reagan, qui ont plaidé coupable dans le scandale, n'ont jamais passé un jour en prison pour leurs crimes ; le président George H. W. Bush, qui en tant que vice-président de Reagan était lui-même [profondément impliqué](#) dans l'affaire Iran-Contra, leur a tous fait [obtenir un pardon](#) la veille de Noël en 1992.

Acte II : Néo-conservateur

En 1997, d'éminents néoconservateurs, William Kristol et Robert Kagan, ont fondé le « Project for the New American Century (PNAC) », un groupe de réflexion consacré à « la promotion du leadership mondial américain ». La liste des membres du PNAC comprenait de nombreux néoconservateurs qui allaient plus tard servir dans l'administration de George W. Bush, dont Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, John Bolton et Elliot Abrams, qui fut nommé directeur principal pour la démocratie, les droits humains et les opérations internationales au Conseil national de sécurité en juin 2001. Bon nombre des [objectifs du PNAC](#) - dont le changement de régime en Irak - concordait parfaitement avec la politique étrangère agressive de George W. Bush après le 11 septembre 2001, et les membres du PNAC, dont Abrams, ont vu leur pouvoir et leur position s'élever alors que les États-Unis entraient dans une guerre sans fin contre le terrorisme.

Mais avant l'Irak, il y a eu un coup d'État manqué contre Hugo Chávez, le président démocratiquement élu du Venezuela, dont les réformes socialistes - qui comprenaient la [nationalisation](#) des actifs commerciaux étrangers pour financer des programmes de redressement social - ont mis Washington et Wall Street en colère. Selon le *UK Observer*, Abrams était au courant du coup d'État militaire qui a privé Chávez du pouvoir pendant 47 heures en avril 2002 et il [l'a approuvé](#). Les putschistes, qui soutenaient l'homme d'affaires pro-américain Pedro Carmona comme président, se seraient rendus à plusieurs reprises à la Maison-Blanche, et l'administration Bush s'est empressée de reconnaître le régime illégitime de Carmona avant que les soutiens de Chávez n'annulent rapidement la brève révolte.

En tant que conseiller spécial de Bush pour le Moyen-Orient, Abrams a été l'un des principaux architectes intellectuels de l'invasion et de l'occupation de l'Irak par les États-Unis en 2003. Il avait longtemps été un ardent défenseur du renversement du régime de Saddam Hussein, coauteur d'une [lettre](#) adressée en 1998 au président Bill Clinton pour l'exhorter à changer de régime à Bagdad. L'Irak n'était pas le seul pays du Moyen-Orient qu'Abrams a aidé à déstabiliser. Sioniste convaincu, il dirigeait le bureau israélo-palestinien du NSC et a été accusé de diriger les efforts de l'administration Bush pour [renverser](#) les élections palestiniennes de 2006 afin de bloquer la formation d'un gouvernement d'unité Fatah-Hamas. « C'est pendant le mandat d'Abrams à la NSC que les États-Unis ont perdu toute crédibilité en tant qu'intermédiaire honnête auprès des Palestiniens », [a écrit Eric Alterman](#) dans *The Nation* en 2013.

Acte III : Prélude au changement de régime ?

L'embauche d'Abrams par le président Trump a déconcerté de nombreux observateurs, non seulement parce que le président [l'avait auparavant écarté](#) lorsqu'il avait critiqué sa candidature, mais aussi parce que Trump a exprimé à plusieurs reprises son mépris pour le néoconservatisme. Le président [a qualifié](#) la guerre en Irak de « pire erreur » (*worst single mistake*) de l'histoire de la politique étrangère américaine et [a toujours rejeté](#) catégoriquement les

principaux idéaux néoconservateurs, notamment l'édification de la nation et la promotion de la démocratie. Néanmoins, Abrams est maintenant le deuxième néoconservateur de l'ère Bush, après John Bolton, conseiller à la sécurité nationale, à être embauché par Trump.

Il s'agit là d'une évolution inquiétante pour le président vénézuélien Nicolás Maduro et les millions de Vénézuéliens qui le soutiennent toujours, lui et la révolution bolivarienne, malgré son régime [de plus en plus autoritaire](#). En septembre dernier, le *New York Times* [a rapporté](#) que les responsables de l'administration de Trump ont eu des entretiens secrets avec des officiers militaires vénézuéliens, tenants du coup d'État, pour discuter du renversement de Maduro. Si Trump, qui [a évoqué](#) à plusieurs reprises la possibilité d'envahir le Venezuela, opère le changement de régime à Caracas - ce qui selon plusieurs est déjà un fait accompli [en reconnaissant](#) le prétendant présidentiel Juan Guaidó - Abrams jouera certainement un rôle clé dans cette affaire qui sera sans doute sanglante. Ce sera un troisième acte dans la continuité du spectacle d'horreur sur les droits humains qu'est la carrière ignoble d'Elliott Abrams.

Post-scriptum :

Brett Wilkins est rédacteur en chef des nouvelles américaines au Digital Journal. Basé à San Francisco, son travail couvre les questions de justice sociale, de droits humains, de guerre et de paix.